



Règlement intérieur du cimetière communal de BREUILLET (91)

En date du 30/09/2024



Mis en ligne le 04/10/2024 à 17h03

REÇU EN PREFECTURE
le 03/10/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-219101052-20240930-2024I31-DE

Table des matières

I/ LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	6
Article 1 : Situation et présentation du cimetière	6
Article 2 : Localisation et plan du cimetière	6
Article 3 : Horaires d'ouverture et de fermeture.....	6
Article 4 : Accès et comportement des personnes pénétrant dans le cimetière	7
Accès des véhicules	7
Comportement à l'intérieur du cimetière	7
Responsabilité de l'administration communale	8
 II/ LES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CONCESSIONS.....	9
Article 5 : Droit d'accès des personnes à une sépulture.....	9
Article 6 : Acquisition des concessions (article L.2223-13 du CGCT)	9
Article 7 : Formes de concessions	9
Article 8 : Caractéristiques techniques des concessions	10
Article 9 : Acte de concession.....	10
Article 10 : Droits et obligations du concessionnaire	10
Article 11 : Renouvellement des concessions	11
Article 12 : Conversion des concessions (article L.2223-16 du CGCT)	11
Article 13 : Rétrocession des concessions	11
Article 14 : Transmission testamentaire ou donation.....	12
Article 15 : Reprises des concessions expirées.....	12
Article 16 : Reprises des concessions en état d'abandon.....	12
Article 17 : Reprise des sépultures en terrain commun	13
Article 18 : L'ossuaire	13
 III/ LES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN DES CONCESSIONS	14
Article 19 : Déclaration de travaux	14
Article 20 : Les constructions.....	14
Article 21 : Conditions d'exécution des travaux	15
Article 22 : Obligations et responsabilité du concessionnaire.....	15
Article 23 : Obligations et responsabilité des entrepreneurs.....	15
Article 24 : Responsabilité des concessionnaires et des entrepreneurs	16
Article 25 : Contrôle et responsabilité de la commune	17

Mis en ligne le 04/10/2024 à 17h03

REÇU EN PREFECTURE
le 03/10/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-219101052-20240930-2024I31-DE

Article 26 : Sécurité, nettoyage et propreté	17
Article 27 : Travaux obligatoires	18
Article 28 : Dépassement de limites.....	18
Article 29 : Inscriptions et gravures	19
Article 30 : Plantations	19
IV/ LES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INHUMATIONS	20
Article 31 : Autorisation et conditions d'inhumation	20
Article 32 : Inhumation en terrain commun.....	21
Article 33 : Scellement d'urne	21
Article 34 : Le caveau provisoire.....	21
V/ LES RÈGLES APPLICABLES AUX EXHUMATIONS ET AUX OPÉRATIONS DE RÉDUCTION ET RÉUNION DE CORPS.....	22
Article 35 : Demande d'exhumation.....	22
Article 36 : Déroulement des opérations d'exhumation	22
Article 37 : Mesures d'hygiène	23
Article 38 : Réduction et réunion de corps.....	23
VI/ LES DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ESPACE CINÉRAIRE	24
Article 39 : Destination des cendres.....	24
Article 40 : Modalités de dépôt des urnes	24
Article 41 : Modalités de concession des urnes	24
Article 42 : Autorisation de dépôt	24
Article 43 : Fleurissement et/ou dépôt d'objets.....	25
Article 44 : Reprise par la commune	25
Article 45 : Retrait de l'urne par la famille.....	25
Article 46 : Travaux sur le columbarium	26
Article 47 : Dispersion des cendres au Jardin du Souvenir	26
Article 48 : Autorisation de dispersion	26
Article 49 : En mémoire.....	26

Commune de Breuillet (91)

Le Maire de la ville de Breuillet,

Vu les articles L.2223-1 à L.2223-51 et R.223-1 à R.2223-137 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire, et ses décrets consécutifs,

Vu la loi n°2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire,

Vu la loi n°2022-2017 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, et notamment les articles 20, 237 et 238 concernant la thématique funéraire,

Vu les articles 78 à 92 du Code Civil,

Vu le Code Civil, notamment son article 16-1-1,

Vu le Code Pénal et notamment les articles 225-17 à 225-18-1,

Vu l'article L.1331-10 du nouveau Code de la Santé,

Vu l'article L.541-2 du Code de l'Environnement,

Vu les articles L.2213-7 à L.2213-15 et suivants et R.2213-2 à R.2213-57 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux pouvoirs de police du Maire en matière de funérailles,

Vu le décret n° 93-653 du 9 mai 1995 portant règlement national des pompes funèbres,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2020 I 44 en date du 28 novembre 2020,

Considérant la nécessité de réglementer l'accès et l'usage du cimetière, pour des raisons de sécurité, de salubrité, de tranquillité publique, de maintien du bon ordre et de la décence,

Considérant qu'il y a lieu de réviser le règlement du cimetière en date du 28 novembre 2020 afin de le mettre à jour au regard de l'évolution de la réglementation et des modalités de fonctionnement,

ARRETE

Le règlement du cimetière de la ville de Breuillet en date du 28 novembre 2020 est abrogé et remplacé par le présent règlement.

Mis en ligne le 04/10/2024 à 17h03

REÇU EN PREFECTURE

le 03/10/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-219101052-20240930-2024I31-DE

Préambule

La commune de Breuillet (Essonne) n'assure pas le service extérieur des pompes funèbres. Elle ne dispose pas de chambre funéraire ni de crématorium.

L'essentiel de la mission de service public est assuré par les entreprises de pompes funèbres et prestataires de services qui bénéficient d'une habilitation délivrée par le Préfet en application de l'article L.2223-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Mis en ligne le 04/10/2024 à 17h03

REÇU EN PREFECTURE

le 03/10/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-219101052-20240930-2024131-DE

I/ LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 : Situation et présentation du cimetière

Le cimetière est situé sur la parcelle cadastrée section AO n° 207 affectée par délibération du Conseil Municipal à l'inhumation des personnes décédées.

L'accès s'effectue par deux entrées :

- Rue des Buttes Réault (nouveau cimetière),
- Rue du Pavé (ancien cimetière).

Le cimetière de Breuillet est composé de la façon suivante :

- Les parties communes affectées au fonctionnement général du cimetière (allées, sanitaires, etc.),
- Les emplacements communs affectés à la sépulture des personnes décédées pour lesquelles il n'a pas été demandé de concession (gratuité du terrain pour une durée de 5 ans),
- Les emplacements affectés aux sépultures privées (terrains concédés de 2 m²),
- Les espaces columbarium et cavurnes destinés à l'inhumation des urnes,
- Le jardin du souvenir destiné à recevoir les cendres des défunts,
- Le caveau provisoire,
- L'ossuaire.

Article 2 : Localisation et plan du cimetière

Le cimetière est constitué d'emplacements ou de concessions identifiés par un numéro unique ainsi que par des allées référencées par nom.

Le plan général du cimetière est consultable en mairie. Il situe les zones d'inhumations et indique la situation de chaque emplacement.

L'espace du columbarium est divisé en plusieurs modules de plusieurs cases portant chacune une identification alphanumérique.

L'espace des cavurnes est composé de plusieurs cases d'1m² au sol portant un numéro unique.

Ces concessions et cases constituent des dépendances du domaine public.

Article 3 : Horaires d'ouverture et de fermeture

Le cimetière est ouvert au public tous les jours de l'année, du lundi au dimanche ainsi que les jours fériés :

- Du 1^{er} avril au 31 octobre, de 8h00 à 20h00
- Du 1^{er} novembre au 31 mars, de 8h00 à 18h00

En raison de circonstances exceptionnelles et/ou pour des motifs de sécurité, le Maire pourra interdire l'accès au cimetière ou faire procéder à son évacuation.

Le cimetière est équipé d'un portail à ouverture programmée.

Mis en ligne le 04/10/2024 à 17h03

REÇU EN PREFECTURE

le 03/10/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-219101052-20240930-2024I31-DE

Article 4 : Accès et comportement des personnes pénétrant dans le cimetière

Les personnes qui pénètrent dans le cimetière doivent se comporter avec décence et respect. Celles qui commettraient une action inconvenante seraient immédiatement expulsées, sans préjudice des poursuites dont elles seraient passibles devant les tribunaux compétents.

Accès des véhicules

La circulation de véhicules, motorisés ou non (voitures, scooters, bicyclettes, rollers, skates, trottinette...), est **rigoureusement interdite dans l'enceinte du cimetière** de la commune **à l'exception** :

- Des véhicules funéraires,
- Des véhicules communaux (services techniques et police municipale)
- Des véhicules d'entrepreneurs autorisés pour le transport des matériaux dont le tonnage ne dépasse pas 20 tonnes,
- Des véhicules particuliers accompagnant des personnes à mobilité réduite (personnes titulaires d'une carte d'invalidité ou ayant fourni un certificat médical précisant une difficulté à se déplacer).

Les véhicules admis dans le cimetière ne pourront circuler, qu'à vitesse réduite, à la vitesse du pas. Cependant, dans le cas où une détérioration est constatée, la responsabilité de la personne en cause est engagée.

Comportement à l'intérieur du cimetière

La nature des lieux implique que chaque personne s'y comporte avec quiétude, décence et respect.

L'entrée du cimetière est interdite :

- Aux personnes en état d'ivresse,
- Aux mendiants,
- Aux marchands ambulants,
- Aux personnes vêtues de façon indécente,
- Aux enfants de moins de 10 ans non accompagnés,
- Aux animaux même tenus en laisse, à l'exception des chiens accompagnant les personnes malvoyantes.

Il est expressément interdit de :

- Se livrer à des manifestations bruyantes (cris, chants, musique...),
- Jouer, de boire et de manger,
- Escalader les murs de clôture, treillis ou autre entourage de sépulture, de monter, marcher, s'asseoir, dessiner, taguer ou écrire sur les monuments ou pierres tumulaires, d'endommager de quelque manière les sépultures,
- Fouler les terrains servant de sépultures,
- Détériorer ou d'endommager les pelouses ou plantations,
- Enlever, de déplacer ou de dégrader tout objet déposé sur les tombes sauf nécessité absolue,

Mis en ligne le 04/10/2024 à 17h03

REÇU EN PREFECTURE

le 03/10/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-219101052-20240930-2024131-DE

- Jeter les fleurs fanées et tout autre détritus en dehors des conteneurs destinés à les recevoir,
- Déposer, dans les chemins et les allées ainsi que dans les inter-tombes ou autre endroit, des débris de fleurs, plantes, arbustes, signes funéraires ou tout autre objet,
- S'approvisionner en eau aux robinets de puisage sauf pour les besoins exclusifs du cimetière,
- Tenir des réunions autre que celles consacrées exclusivement au culte et à la mémoire des défunts,
- Apposer des affiches ou tout autre signe d'annonces (démarchage, publicité, propagande...) sur les murs extérieurs et intérieurs du cimetière,
- Descendre dans un caveau ou une fosse à l'exception du personnel funéraire.

Responsabilité de l'administration communale

En cas de vol, les victimes peuvent le signaler à la police municipale ou à la gendarmerie ou par courrier à la mairie. Toutefois, en aucun cas l'administration municipale ne pourra être tenue pour responsable des vols ou dégâts qui seraient commis par des tiers au préjudice des concessionnaires.

Mis en ligne le 04/10/2024 à 17h03

REÇU EN PREFECTURE

le 03/10/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-219101052-20240930-2024131-DE

II/ LES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CONCESSIONS

Article 5 : Droit d'accès des personnes à une sépulture

En application de l'article L.2223-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, ont droit d'être inhumées dans le cimetière :

- Aux personnes décédées sur son territoire, quel que soit leur domicile ;
- Aux personnes domiciliées sur son territoire, alors même qu'elles seraient décédées dans une autre commune ;
- Aux personnes non domiciliées dans la commune mais qui y ont droit à une sépulture de famille ;
- Aux Français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits ou remplissent les conditions pour être inscrits sur la liste électorale de celle-ci en application des articles L. 12 et L. 14 du code électoral.

Article 6 : Acquisition des concessions (article L.2223-13 du CGCT)

Les personnes désirant acquérir une concession doivent en faire la demande en mairie auprès du service Etat Civil, munies d'une pièce d'identité, d'un justificatif de domicile et de leur livret de famille.

Pour toutes les inhumations en terrains concédés, les déclarants justifient de leur qualité de concessionnaire ou d'ayant-droit.

Les emplacements réservés aux sépultures sont désignés les uns à la suite des autres par le Maire ou l'Officier d'Etat Civil.

Les concessions ayant fait l'objet d'une reprise seront proposées en priorité.

Les montants des tarifs des concessions sont fixés par délibération du Conseil Municipal.

Article 7 : Formes de concessions

Le nombre de personnes pouvant prétendre à bénéficier d'une inhumation dans une sépulture, une case de columbarium ou un caveau dépend de la volonté du ou des concessionnaires.

En effet, il existe différentes formes :

- Individuelle : seul le concessionnaire peut décider du profit de ladite concession.
- Collective : inhumations accordées au bénéfice des personnes désignées par le concessionnaire, ayant ou non des liens familiaux.
- Familiale : destinée au concessionnaire et aux membres de sa famille proche.

Sans indication formulée par le concessionnaire, les concessions seront accordées sous la forme de concessions familiales.

Les concessions de terrain, les caveaux ou les cases de columbarium du cimetière de Breuillet, sont acquises au choix du concessionnaires pour des durées de :

- 15 ans
- 30 ans.

L'attribution de concessions par anticipation du décès ne pourra intervenir uniquement qu'après l'accord du Maire et aucun achat de concessions doubles ne pourra être effectué en raison du manque de places disponibles dans le cimetière.

Article 8 : Caractéristiques techniques des concessions

Les concessions en pleine terre du cimetière devront avoir 2,40 m de longueur et 1,40 m de largeur. Il n'y aura pas d'inter-tombes ou d'allées entre les concessions, une allée latérale piétonne étant prévue pour permettre l'accès et le recueillement. Les allées font partie du domaine public.

En raison de la composition du terrain, toutes les concessions sont soumises à une obligation de construction d'une semelle et d'une fausse case. Les travaux devront être effectués dans les 3 mois après l'achat.

La profondeur des fosses sera de 1,50 m pour les concessions d'une place et de 2 m pour les concessions de deux places superposées.

Article 9 : Acte de concession

Le contrat de concession ne constitue pas un acte de vente et **n'emporte pas droit de propriété**, mais seulement de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative. **Les concessionnaires n'auront aucun droit de vendre ou de rétrocéder à des tiers des terrains qui leur sont concédés.**

Une concession ne peut être destinée à d'autres fins que l'inhumation. Les bénéficiaires de la concession peuvent faire construire sur ces terrains des caveaux, monuments et tombeaux.

Un titre de concession pourra être acquis par plusieurs personnes en cocontractant. Toutefois, toute opération funéraire sera soumise à l'accord écrit de l'ensemble des cocontractants vivants. Dans le cas d'un refus de l'un d'eux, les opérations funéraires ne pourront avoir lieu.

Le titre de concession envoyé au concessionnaire précise ses coordonnées. Il se doit d'informer le service Etat Civil de la Mairie de tout changement.

Article 10 : Droits et obligations du concessionnaire

Les terrains concédés doivent être entretenus par le concessionnaire ou ses héritiers et les ouvrages tenus en bon état de conservation et de solidité. Seul le concessionnaire peut modifier l'affectation initiale de sa concession, à l'occasion de son renouvellement ou pendant la durée de celle-ci. Les ayants-droits ne disposent pas de ce droit, le concessionnaire est le seul régulateur du droit à inhumation de son vivant.

Le concessionnaire ne peut faire effectuer des travaux de creusement, de construction, d'ornement ou d'inhumation que dans les limites du présent règlement, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du Maire.

Au décès du concessionnaire, ses héritiers jouiront de la concession en état d'indivision perpétuelle.

Les concessions ne peuvent être transmises qu'à titre successif dans la ligne direct (sauf dispositions testamentaires contraires).

Dans le cas d'une concession familiale, chacun des cotitulaires bénéficie au droit à inhumation à condition que chaque ayant-droit ait donné son accord par écrit. Pour l'inhumation d'une tierce personne qui n'appartient pas à la famille et si le concessionnaire est décédé, il sera nécessaire de recueillir l'assentiment de tous. En cas de litige, aucune inhumation n'aura lieu et seul le Tribunal Administratif aura la compétence de la décision.

Article 11 : Renouvellement des concessions

De son vivant, il appartient au concessionnaire d'effectuer les demandes de renouvellement auprès de la mairie.

Les concessions sont renouvelables à expiration de chaque période de validité, au prix du tarif en vigueur au moment de la demande de renouvellement soit pour la même durée soit pour une durée plus courte.

Le concessionnaire ou ses ayants-droits pourront user de leur droit à renouvellement, à compter de la date d'expiration, **pendant une période de deux ans**. Le droit à renouveler ne donne pas obligatoirement droit à l'inhumation. Quel que soit le moment où la demande est formulée, le point de départ de la nouvelle période est toujours celui de l'expiration de la période précédente.

Passé ce délai, ou à défaut de paiement de la nouvelle redevance, la concession fait retour à la commune, après un constat de 5 ans minimum pour la dernière inhumation. La commune pourra procéder aussitôt à un autre contrat, après la reprise.

Le renouvellement de la concession ne sera pas accordé si la sépulture est en mauvais état et notamment si le tour de la semelle est affaissé par rapport au niveau général des concessions voisines. En conséquence, la personne qui sollicite le renouvellement devra dans ce cas faire exécuter au préalable, par l'entrepreneur de son choix, les travaux de remise en état de la sépulture.

De même, lors de la dépose d'un monument soit pour une exhumation ou une inhumation, soit pour tout autre travaux de remise à neuf ou de remplacement, une semelle devra être posée s'il n'en existe pas, et si elle existe mais qu'elle est affaissée, elle devra être remise à niveau.

La ville se réserve le droit de faire opposition au renouvellement d'une concession pour des motifs de sécurité, d'hygiène, de circulation et en général pour tout autre motif visant à l'amélioration du cimetière.

Article 12 : Conversion des concessions (article L.2223-16 du CGCT)

Seules les concessions de 15 ans peuvent être converties en concession de plus longue durée, soit 30 ans, moyennant du prix de la nouvelle concession. La conversion a lieu durant la période de validité. Le montant est calculé à partir des tarifs en vigueur au moment de la demande de conversion. Celle-ci donne lieu à l'établissement d'un nouveau titre de concession.

Article 13 : Rétrocession des concessions

Le concessionnaire pourra être admis à rétrocéder à la ville une concession avant échéance de renouvellement, à certaines conditions :

Mis en ligne le 04/10/2024 à 17h03

REÇU EN PREFECTURE

le 03/10/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-219101052-20240930-2024I31-DE

- La demande de rétrocession doit être faite par le concessionnaire lui-même
- La demande doit être faite sur papier libre accompagnée du contrat de concession.
- La rétrocession doit être motivée par un transfert de corps dans une autre commune ou dans une case de columbarium après crémation.

Aucune contrepartie financière ne sera versée pour dédommagement.

Article 14 : Transmission testamentaire ou donation

La transmission des concessions peut se faire par voie de testament ou de donation.

Dans ces deux cas, le nouveau titulaire de la concession devra présenter, au service Etat Civil, les actes justifiant la transmission testamentaire ou la donation et sa nouvelle qualité. Un nouveau titre de concession sera alors établi.

En cas de donation, le bénéficiaire de la donation devra demander au Maire la rédaction d'un nouvel acte de concession, sur présentation de l'acte notarié de donation.

Il faut préciser que la donation est irrévocable.

Article 15 : Reprises des concessions expirées

Le titulaire d'une concession jouit du droit au renouvellement à terme échu de la concession.

Les emplacements dans lesquels ont lieu les inhumations en terrains concédés ne peuvent être repris par la commune qu'après le délai prévu par la loi, soit 2 ans à compter de la date d'échéance. Ils sont repris par une entreprise procédant aux exhumations selon les besoins de la commune quel que soit son état. Si le concessionnaire ou un ayant-droit n'a pas demandé le renouvellement, il sera procédé à la reprise du terrain et/ou du caveau sans aucune formalité. La présence du fonctionnaire de police n'est pas obligatoire. De plus, la commune n'est pas tenue d'aviser le concessionnaire ou ses ayant-droits de la date d'exhumation des restes de la ou des personnes inhumées dans la concession. La présence de la famille n'est pas nécessaire.

Les restes mortels seront réunis avec soin dans un reliquaire pour être réinhumés dans un ossuaire spécialement réservé à cet usage. Un registre spécial ossuaire mentionnera l'identité des personnes inhumées dans celui-ci. Les débris de cercueils seront incinérés conformément à la loi. Tout bien de valeur retrouvé sera consigné sur le procès-verbal d'exhumation et déposé dans le reliquaire.

Article 16 : Reprises des concessions en état d'abandon

Conformément à l'article L.2223-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'après une période de 30 ans, une concession a cessé d'être entretenue et si aucune inhumation n'a eu lieu depuis au moins 10 ans, le Maire peut constater cet état d'abandon par procès-verbal porté à la connaissance du public et des familles.

Si, un an après cette publicité régulièrement effectuée, la concession est toujours en état d'abandon, le Maire effectue un nouveau constat et si celui-ci confirme le premier, il a la faculté de saisir le Conseil Municipal qui est appelé à décider si la reprise de la concession est prononcée ou non.

Mis en ligne le 04/10/2024 à 17h03

REÇU EN PREFECTURE

le 03/10/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-219101052-20240930-2024131-DE

Dans l'affirmative, le Maire peut prendre un arrêté prononçant la reprise par la commune du ou des terrains affectés à cette concession.

Les restes mortels trouvés dans la concession seront déposés dans un reliquaire puis dans l'ossuaire. Les nom et prénom des personnes décédées seront inscrits dans un registre tenu à disposition du public.

Article 17 : Reprise des sépultures en terrain commun

Les emplacements dans lesquels ont lieu les inhumations en terrain commun ne peuvent être repris par la commune qu'après le délai prévu par la loi, soit 5 ans à compter de l'inhumation. Ils sont repris selon les besoins de la commune.

Passé ce délai, le Maire peut ordonner la reprise d'une ou plusieurs parcelles du terrain commun.

Article 18 : L'ossuaire

L'ossuaire est destiné à recevoir les restes mortels provenant des fosses et concessions reprises par la commune dont la durée est expirée et qui n'ont pas été renouvelées ou qui ont été reprises après constat d'abandon.

Les restes mortels des défunts seront placés dans un reliquaire avant d'être réinhumés dans l'ossuaire.

L'identité des défunts déposés dans l'ossuaire est enregistrée par la commune sur un registre dédié.

En aucun cas, la commune ne pourra restituer ou faire exhumer des restes funéraires de l'ossuaire à la demande d'une famille.

Les opérations de reprise, mise en reliquaire et dépôt à l'ossuaire seront assurées par une entreprise agréée.

Les travaux seront réalisés selon les modalités exigées en matière d'hygiène et de sécurité sanitaire.

III/ LES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TRAVAUX ET À L'ENTRETIEN DES CONCESSIONS

Les cimetières sont des lieux de recueillement et de méditation. Les travaux entrepris devront être réalisés dans le souci permanent de ne pas troubler, sous quelque forme que ce soit, la décence, la tranquillité et l'ordre public.

Article 19 : Déclaration de travaux

Préalablement à toute demande de travaux (édification de caveaux funéraire ou monuments, semelle, gravure...), une déclaration sera effectuée auprès du service Etat Civil de la Mairie **au moins 2 jours ouvrés avant l'exécution des travaux.**

L'entrepreneur, le concessionnaire ou l'ayant-droit doit :

- Avoir signé la déclaration de travaux qui portera la mention de la raison sociale ou du nom de l'entrepreneur, le numéro de la concession, ainsi que la nature et la durée des travaux à exécuter,
- S'assurer de l'alignement et de la délimitation de l'emplacement sur lequel interviennent les travaux.

Après vérification de la qualité du concessionnaire ou de l'ayant-droit, le service Etat Civil délivrera une autorisation de travaux qui devra être présentée en cas de demande sur le site. **Tous travaux entrepris sans déclaration préalable sera suspendu par décision du Maire ou injonction d'un agent assermenté.**

Article 20 : Les constructions

Aucun caveau en matière plastique ou polypropylène ne sera accepté dans l'enceinte du cimetière. Seuls les caveaux superposés et ceinturés de béton seront admis.

Les dimensions extérieures des caveaux devront être les suivantes :

- Longueur 2,40 m x Largeur 1,40 m x Profondeur 2,50 m.
- Les murs des caveaux auront une épaisseur de 12 cm minimum.

Le dessus de la voûte des caveaux ne pourra excéder le niveau du sol. Cette voûte devra être recouverte d'une pierre tombale ou d'un couvre caveau qui ne pourra présenter une saillie de plus de 30 cm par rapport au niveau du sol.

La pierre tombale devra avoir une dimension d'1 m x 2 m.

Les stèles devront s'inscrire dans un volume maximal de base de 0,86 m x 0,80 m.

Les pierres tombales et les stèles seront obligatoirement réalisées en matériaux naturels de qualité tels que pierre dure, marbre, granit ou en matériaux inaltérables. En plus, les stèles devront être goujonnées.

Les galeries ou portes pots devront être scellés sur la semelle et non posés dans les allées du cimetière. Les semelles, quant à elles, devront être bouchardées ou flammées pour des raisons de sécurité, mais surtout pas polies. En aucun cas, les signes funéraires ne devront dépasser les limites du terrain concédé.

Mis en ligne le 04/10/2024 à 17h03

REÇU EN PREFECTURE

le 03/10/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-219101052-20240930-2024 I31-DE

Article 21 : Conditions d'exécution des travaux

À l'exception des interventions indispensables aux inhumations, les travaux sont interdits aux périodes suivantes :

- Les samedis, dimanches et jours fériés
- La fête de la Toussaint, à partir du 29 octobre et jusqu'au 1^{er} novembre inclus.

En semaine, l'entrepreneur et ses ouvriers sont tenus de se conformer aux heures d'ouverture et de fermeture du cimetière.

Article 22 : Obligations et responsabilité du concessionnaire

Les concessionnaires devront soumettre au service Etat Civil de la Mairie leurs projets de caveaux et de monuments qui devront respecter les conditions prescrites par le présent règlement.

Si un monument funéraire présente un état de dégradation tel qu'il entraîne un danger pour la sécurité publique, pour les sépultures voisines ou pour l'hygiène, **un procès-verbal sera établi par la Police municipale après un constat et sera notifié au concessionnaire.**

Après un délai d'un mois, sans réponse de sa part, la commune se réserve le droit de mettre en œuvre la procédure de péril propre aux monuments funéraires (article L511-4-1 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le concessionnaire sera tenu d'élaguer ou d'arracher les plantes ou arbustes qui apporteraient une gêne à la circulation ou aux concessions voisines du fait de leurs racines ou occasionneraient des dommages aux plantations ou à l'engazonnement du domaine public.

Faute par les concessionnaires ou ayants-droits de satisfaire à ces obligations, l'administration pourra y pourvoir d'office et à leurs frais.

En cas d'urgence ou péril imminent, les travaux nécessaires pourront être réalisés d'office par la commune ou via une entreprise habilitée, à la demande de l'administration aux frais du concessionnaires ou des ayant-droits.

Article 23 : Obligations et responsabilité des entrepreneurs

Les fouilles faites pour la construction des caveaux et monuments sur les terrains concédés devront, par les soins des constructeurs, être entourées de barrières ou protégées au moyen d'obstacles visibles et résistants afin d'éviter tout danger. Les constructeurs sont tenus d'étrésillonner et de bâillonner les fosses creusées de façon à maintenir les terres et les constructions voisines et à éviter tout éboulement ou dommage.

Les travaux seront exécutés de manière à ne compromettre en rien la sécurité publique ni gêner la circulation dans les allées.

Tout creusement de sépulture en pleine terre devra être étayé solidement et entouré de bastaings, pour consolider les bords au moment de l'inhumation.

Les constructeurs prendront toutes les précautions nécessaires pour ne pas salir les tombes pendant l'exécution des travaux. En particulier, aucun dépôt momentané de terre, matériaux, revêtement et autres objets ne sera effectué sur les sépultures voisines.

Mis en ligne le 04/10/2024 à 17h03

REÇU EN PREFECTURE

le 03/10/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-219101052-20240930-2024 I31-DE

Il est interdit, sous quelque prétexte, même pour faciliter l'exécution des travaux, de déplacer ou d'enlever des signes funéraires existants aux abords des constructions sans l'autorisation des familles concernées.

Les matériaux nécessaires pour la construction ne seront approvisionnés qu'au fur et à mesure des besoins. Le sciage et la taille des pierres destinées à la construction des monuments sont interdits dans l'enceinte du cimetière. Les entrepreneurs ne sont autorisés à y faire pénétrer que des matériaux déjà travaillés et prêts à l'emploi. Il leur est interdit de laisser dans le cimetière du matériel en dépôt pour un travail ultérieur.

Les gravats et les pierres devront être recueillis et enlevés avec soin au fur et à mesure qu'ils se produiront, de telle sorte que les chemins et les abords des sépultures soient libres et nets comme avant la construction. Les terres excédentaires devront être enlevées par les soins des entrepreneurs.

L'eau utilisée pour nettoyer les outils et matériels ne devra en aucun cas être vidée aux points d'eau du cimetière. Toute opération de pompage d'eau dans un caveau, nécessitera de prévoir un tuyau suffisamment long pour évacuer directement l'eau dans les égouts de la ville. Les bétonnières et les engins de chantier ne doivent pas être lavés dans le cimetière.

À l'approche d'un convoi funéraire, toute personne travaillant dans le cimetière à proximité des allées empruntées par le convoi cessera aussitôt le travail et observera une attitude décente et respectueuse au moment de son passage.

Tous les monuments qui, en vue d'une inhumation, auront été démontés, seront rangés très proprement aux endroits les plus convenables sans porter atteinte ni préjudice aux autres sépultures. Ces monuments, provenant du démontage, devront être reposés dans un délai de 3 jours à partir de la date d'inhumation.

Après l'achèvement des travaux, les entrepreneurs devront nettoyer avec soin les abords des ouvrages et réparer, le cas échéant, les dégradations commises par eux aux allées ou plantations, après en avoir informé le service Etat Civil.

En cas de défaillance des entreprises et après sommation, la commune fera réaliser les travaux de remise en état aux frais des entrepreneurs.

Les entreprises qui ne respecteront pas les dispositions du présent règlement, pourront se voir interdire toute activité dans le cimetière par décision du Maire.

Article 24 : Responsabilité des concessionnaires et des entrepreneurs

Le service Etat Civil de la Mairie surveillera les travaux de construction à l'issu de ceux-ci de manière à prévenir tout ce qui pourrait nuire aux sépultures voisines. Cependant, la commune n'encourra aucune responsabilité en ce qui concerne l'exécution de ces travaux et les dommages causés aux tiers qui pourront en obtenir la réparation conformément aux règles de droit commun.

Dans tous les cas, les concessionnaires ou constructeurs devront se conformer aux indications qui leurs seront données par les agents du service Etat Civil de la Mairie même postérieurement à l'exécution des travaux.

Dans le cas où, malgré les indications et injonctions, notamment en ce qui concerne les normes techniques qui lui seront données, le constructeur ne respectait pas la superficie concédée et les normes imposées, le Maire pourra faire suspendre immédiatement les travaux. Ces derniers ne pourront être poursuivis que lorsque le terrain usurpé aura été restitué. Le cas échéant, la démolition des travaux commencés ou exécutés sera entreprise aux frais de contrevenant.

Les entrepreneurs demeurent responsables de la bonne exécution des travaux, même lorsque ceux-ci sont effectués en sous-traitance par un tiers.

Article 25 : Contrôle et responsabilité de la commune

Toute construction, sur les concessions ou dans le cimetière (jardinière, dalles, etc.), reconnue gênant par le service Etat Civil de la Mairie, devra être déposée ou détruite à la première réquisition de celui-ci, lequel se réserve le droit de faire procéder d'office à ce travail, surtout en cas d'urgence, c'est-à-dire lorsque la sécurité et l'hygiène sont concernées.

La commune ne prend aucune responsabilité pour le redressement des monuments affaissés par suite du tassement du terrain ou de l'exhaussement inévitable provoqué par les nouvelles concessions environnantes. Ces charges incombent entièrement aux familles ou à leurs ayants-droit. La ville ne pourra, en aucun cas, être tenue pour responsable de la mauvaise exécution des travaux de construction de monuments funéraires de toutes sortes et des dégâts ou dangers qui pourraient en résulter.

Article 26 : Sécurité, nettoyage et propreté

À l'occasion de toute intervention, les excavations seront comblées de terre (à l'exclusion de tous autres matériaux tels que des pierres, des débris de maçonnerie, du bois, etc.) bien foulée et damée. Tout comblement de manière mécanique d'une fosse dans laquelle un cercueil ou un reliquaire a été inhumé, devra être fait décemment.

Toute excavation abandonnée non comblée en fin de journée ou en période de congés, sera soigneusement recouverte afin de prévenir tout accident ou tout risque pour l'hygiène.

Les terres et débris de matériaux devront être enlevés du cimetière et déversés dans les décharges réglementaires.

Si la pose d'un monument ne suit pas immédiatement la construction du caveau, le constructeur devra placer au-dessus de l'ouverture un couvre caveau solide ou un dallage béton très résistant muni d'un marquage avec de la rubalise pour matérialiser le danger et établir un périmètre de sécurité. Les plaques de tôle ou mélaminé sont interdites.

Tous les ossements trouvés au cours des travaux seront scrupuleusement recueillis et réunis, sous la surveillance immédiate de l'Officier d'Etat Civil ou de la Police municipale, dans un reliquaire. Ils seront ensuite replacés dans la sépulture initiale.

Les entrepreneurs sont tenus, après achèvement des travaux, de nettoyer avec soin l'emplacement qu'ils auront occupé, de réparer les éventuels dégâts qu'ils auraient pu commettre après les avoir fait constater par le service Etat Civil.

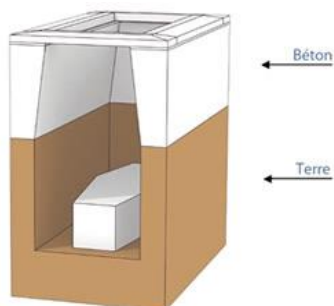
Il est interdit de déposer dans les allées, les inter-tombes et sur les espaces verts des outils ou matériaux de construction. La remise en état éventuellement rendue nécessaire des parties communes, sera exécutée à la charge de l'entrepreneur.

Tout le matériel ayant servi à l'occasion des travaux sera immédiatement enlevé par l'entrepreneur dès l'achèvement de ceux-ci. Aucun dépôt en vue de travail ultérieur ne sera toléré.

Article 27 : Travaux obligatoires

L'acquisition ou le renouvellement d'une concession de terrain est soumis aux travaux suivants :

- La construction obligatoire d'une fausse case en béton (ou vide-sanitaire) pour celles en pleine terre ou d'un caveau funéraire, en raison de la nature du sol du cimetière de Breuillet.



- La pose d'une semelle en ciment qui doit être réalisée dans les 3 mois après l'achat ou le renouvellement de la concession afin de garantir les limites de la surface concédée. Il s'agit d'un encadrement en ciment qui délimite la sépulture et sur lequel le monument peut ensuite s'appuyer dans les limites des dimensions du terrain concédé. Pour des raisons de sécurité, elle doit être bouchardée ou flammée (anti-dérapante)



En l'absence de ces travaux, la commune ne saurait être tenue pour responsable en cas d'éboulement ou d'affaissement de la concession.

Article 28 : Dépassement de limites

Les entrepreneurs seront tenus de se conformer à l'alignement et au nivellement données par le service Etat Civil de la Mairie.

En cas de dépassement de ces limites et usurpation au-dessus et au-dessous du sol, les travaux seront immédiatement suspendus et la démolition sera exécutée après mise en demeure du concessionnaire. Elle sera au besoin requise par voie de droit ou effectuée par les services municipaux aux frais de l'entrepreneur.

Mis en ligne le 04/10/2024 à 17h03

REÇU EN PREFECTURE

le 03/10/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-219101052-20240930-2024 I31-DE

Les dalles de propreté empiétant sur le domaine public sont interdites. Les grilles et les portes garnissant l'entrée des sépultures doivent s'ouvrir dans les limites de la concession.

Les familles peuvent faire placer sur les sépultures des signes ou emblèmes funéraires et autres ornements. Toutefois, ceux-ci devront atteindre au plus 1,50 m de hauteur et être parfaitement fixés sur la sépulture pour éviter tout risque de chute. Leur largeur ne devra pas dépasser les dimensions de la concession.

Article 29 : Inscriptions et gravures

Ne sont admises, de plein droit, que les inscriptions des noms et prénoms usuels des défunts inhumés dans la sépulture, leurs années de naissance et de décès.

Le texte à graver en langue étrangère devra être traduit par un traducteur assermenté avant que le Maire ne donne son autorisation. Ce document sera conservé dans le dossier de la concession au service Etat Civil de la Mairie.

Article 30 : Plantations

Les concessionnaires sont tenus de procéder à l'entretien de leur terrain et d'en assurer un bon état de propreté.

Les familles peuvent procéder elles-mêmes aux travaux d'entretien de leur concession ou faire effectuer ces travaux par des personnes spécialisées, habilités ou non. Dans tous les cas, les concessionnaires demeurent seuls responsables vis-à-vis de la commune et des tiers.

Les plantations particulières doivent être faites dans la zone affectée à chaque sépulture de façon qu'elles ne puissent s'étendre au-delà des limites du terrain concédé ni gêner les passages. Elles ne devront pas dépasser une hauteur de 1,50 m.

Dès lors que les plantations dépassent les normes ci-dessus, elles doivent être élaguées et si besoin, supprimées à la première mise en demeure du Maire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Toutes plantations dont les racines sont invasives sont interdites. Le Maire pourrait les faire retirer par les services techniques de la commune.

La pose et la construction de jardinières ou de bacs en dehors des limites de la concession sont interdites.

IV/ LES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INHUMATIONS

Les corps sont obligatoirement inhumés dans un cercueil aux dimensions appropriées, soit en terrain commun, soit en terrain concédé selon les droits d'accès à une sépulture mentionnés dans l'article 5 du présent règlement. Les urnes, quant à elles, sont déposées dans une sépulture particulière, par scellement sur la sépulture ou à l'intérieur du caveau, ou au columbarium. Les cendres peuvent être dispersées au Jardin du Souvenir.

Article 31 : Autorisation et conditions d'inhumation

Aucune inhumation ne pourra avoir lieu sans au préalable présenter au service Etat Civil de la Mairie :

- Une autorisation de fermeture de cercueil, ou le cas échéant, une autorisation de crémation, et un acte de décès ainsi que le certificat de décès établi par un médecin (certificat bleu)
- Une demande d'autorisation d'inhumation mentionnant le jour et l'heure de l'inhumation émanant de la famille ou des pompes funèbres,
- Une demande d'ouverture de fosse ou de caveau formulée par le concessionnaire, un des ayants-droits ou un mandataire.

Toute personne, qui ferait procéder à une inhumation sans présenter ces autorisations, serait passible des peines portées à l'article R.645-6 du Code Pénal.

En vue de procéder aux inhumations, les ouvertures des sépultures doivent être effectués au moins une demi-journée avant, dans l'éventualité où des travaux seraient nécessaires.

L'inhumation sans cercueil est interdite. Chaque cercueil sera marqué au moyen d'une plaque d'identification vissée sur le couvercle. Cette plaque fournie par le prestataire des pompes funèbres portera le nom et prénom du défunt.

Les inhumations auront lieu uniquement du lundi au vendredi, et à titre exceptionnel les week-ends et jours fériés avec l'accord express du Maire.

Aucune inhumation, sauf en cas d'urgence, notamment en période d'épidémie ou si le décès a été causé par une maladie contagieuse, ne peut être effectuée avant qu'un délai de 24 heures se soit écoulé depuis le décès (cercueil en zinc obligatoire).

L'inhumation avant le délai légal devra être prescrite par un médecin, la mention « inhumation d'urgence » sera portée sur l'autorisation d'inhumer par le Maire.

A l'arrivée du convoi dans le cimetière, le représentant des pompes funèbres doit :

- Disposer de l'autorisation d'inhumer délivrée par le Maire
- Cesser tous travaux par respect

Toute inhumation qui n'a pas été réalisée dans le délai de 6 jours après le décès (hors dimanche et jour férié), doit préalablement être autorisée par le préfet. Le délai de 6 jours est compté à partir de l'entrée du corps en France pour ceux provenant de l'étranger ou des collectivités d'Outre-Mer.

En caveau ou en pleine terre, un corps doit toujours être inhumé à une profondeur minimum de 1,50m. Après une inhumation, le caveau doit être immédiatement scellé ou en pleine terre, la fosse immédiatement remblayée.

L'inhumation des animaux dans le cimetière communal est strictement interdite

Mis en ligne le 04/10/2024 à 17h03

REÇU EN PREFECTURE
le 03/10/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-219101052-20240930-2024 I31-DE

Article 32 : Inhumation en terrain commun

Les personnes démunies de ressources ou ne désirant pas de sépulture privée pourront être inhumées au sein du cimetière. Ces emplacements sont désignés par l'autorité municipale et sont attribués à titre gratuit pour une durée de 5 ans. Aucune construction n'est autorisée. Chaque fosse porte un numéro distinct. Il ne peut être inhumé qu'un seul corps par fosse conformément à l'article R.2213-16 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 33 : Scellement d'urne

L'urne doit être scellée ainsi que son couvercle sur le monument ou la pierre tombale afin d'éviter les vols. Elle demeure sous la responsabilité du concessionnaire. La commune ne saurait être tenue pour responsable en cas de vol ou de détérioration de l'urne scellée.

Le scellement peut être réalisé par une entreprise de pompes funèbres mandatée par la famille ou par le concessionnaire avec autorisation préalable au Maire selon les formalités administratives imposées pour l'inhumation d'un cercueil et sur présentation du certificat de crémation.

Article 34 : Le caveau provisoire

Un caveau provisoire appartenant à la commune est à la disposition des familles au cimetière pour le dépôt provisoire de leurs défunts (cercueil ou urne) dans les cas suivants :

- Le lieu définitif de l'inhumation n'est pas fixé
- Le corps doit être transporté ultérieurement dans une autre commune
- La sépulture est momentanément complète
- Le caveau n'est pas encore construit

Toute demande de dépôt en caveau provisoire est à formuler auprès du Maire par un membre de la famille et par écrit.

Un droit d'occupation journalier sera demandé conformément aux tarifs arrêtés par délibération.

La durée du séjour dans le caveau provisoire ne peut excéder 6 mois.

Passé ce délai, une notification est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au dépositaire. Si cette notification est sans effet, Le Maire prendra toute disposition pour que le corps soit inhumé ou incinéré d'office dans les conditions prévues aux articles R2213-31, R2213-34, R2213-36, R2213-39 du CGCT aux frais du dépositaire soit en terrain commun ou encore dispersé au jardin du souvenir.

Lorsque la durée du séjour dans le caveau provisoire doit excéder 6 jours, le corps doit être placé dans un cercueil hermétique muni d'une plaque d'identité.

V/ LES RÈGLES APPLICABLES AUX EXHUMATIONS ET AUX OPÉRATIONS DE RÉDUCTION ET RÉUNION DE CORPS

Article 35 : Demande d'exhumation

Les demandes concernant ces opérations seront faites au service Etat Civil de la Mairie au moins 5 jours avant la date prévue. La demande doit être formulée par le plus proche parent, se portant fort pour les autres ayants droit, ainsi que par le concessionnaire et dans des cas particuliers par les autorités judiciaires.

La personne qui présente la demande doit justifier de son état civil, de son domicile et de la qualité en vertu de laquelle elle formule sa demande.

L'exhumation des corps pourra être demandée en vue d'un transfert dans un autre cimetière ou en vue de la ré inhumation, soit dans la même concession soit dans une autre concession située dans le même cimetière.

Une exhumation pourra être refusée ou repoussée pour des motifs tirés de la sauvegarde, le bon ordre, de la décence ou à la salubrité publique du cimetière.

En règle générale, un refus à exhumation sera opposé dans tous les cas où l'opération pourrait nuire à la santé publique.

Ainsi, l'exhumation du corps de personnes ayant succombé à l'une des maladies contagieuses fixées par décret, ne pourra être autorisée qu'après un délai d'un an à compter de la date de décès.

En cas de désaccord entre les personnes ayant qualité pour demander l'exhumation, le litige devra être tranché en dernier ressort par le tribunal compétent.

Article 36 : Déroulement des opérations d'exhumation

Les exhumations sont toujours réalisées en dehors des horaires d'ouverture du cimetière, les horaires peuvent être modifiés pour la circonstance.

Les opérations d'exhumations se dérouleront obligatoirement en présence du plus proche parent ou de son représentant qui devra être une personne physique et en présence d'une personne ayant reçu délégation des pouvoirs de police du Maire (Adjoint, Police municipale ou Officier d'Etat Civil...).

À l'exception des mesures d'hygiène, les présentes dispositions ne s'appliquent pas aux exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire.

Toute exhumation doit se dérouler dans le respect des obligations imposées par les articles R.2213-40 à R.2213-41 du CGCT.

Article 37 : Mesures d'hygiène

Les personnels chargés de procéder aux exhumations devront utiliser obligatoirement les moyens nécessaires à l'hygiène et à la sécurité pour qu'elles soient réalisées dans les meilleures conditions.

Lorsque le cercueil est trouvé détérioré, le corps est placé dans un autre cercueil, enveloppe ou reliquaire, leur acquisition est à la charge des familles.

Lorsque le cercueil est trouvé en bon état, il ne peut être ouvert que s'il s'est écoulé au moins 5 ans depuis le décès, à l'exception des défunts inhumés dans des cercueils hermétiques en raison de l'une des maladies contagieuses (*cf. article 33*) définies par arrêté du ministre de la Santé, qui ne peuvent être transférés dans un autre cercueil.

Le bois des cercueils sera incinéré par l'entreprise chargée de l'exhumation. Les restes mortels devront être placés avec décence et respect dans un reliquaire de taille appropriée. Un seul reliquaire pourra contenir les restes mortels de plusieurs personnes issues de la même concession, et seront placés dans l'ossuaire prévu à cet effet ou réinhumés dans la sépulture.

Si un bien de valeur est trouvé, il sera déposé dans le reliquaire et notification en sera faite sur le procès-verbal d'exhumation.

Article 38 : Réduction et réunion de corps

Pour les réductions et réunion de corps, même si cette opération n'est pas considérée comme une « exhumation » à proprement dite, les règles applicables restent les même que celles dues à ces dernières.

Ces opérations ne sont autorisées que lorsque les défunts sont inhumés depuis plus de 5 ans à l'exception de ceux inhumés dans un cercueil hermétique suite à une maladie contagieuse qui ne peuvent faire l'objet d'une réduction ou d'une réunion.

Dans le cas où les corps ne sont pas suffisamment décomposés, l'opération doit être interrompue.

VI/ LES DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ESPACE CINÉRAIRE

Article 39 : Destination des cendres

Les cendres, placées dans une urne, des personnes décédées dans la commune, de celles qui y sont domiciliées, ou de celles qui ont droit à une case familiale de columbarium, seront déposées dans une case de columbarium, dans une concession, scellées sur une concession ou dispersées au Jardin du Souvenir.

L'accès à l'espace cinéraire, afin de se recueillir, est libre à tous les visiteurs aux horaires d'ouverture du cimetière.

Les columbariums et les cavurnes

Article 40 : Modalités de dépôt des urnes

Le columbarium est un ouvrage public communal contenant des emplacements dénommés « cases » susceptibles d'être attribués aux usagers afin d'y déposer des urnes pour une durée de 15 ou 30 ans. Chaque case est destinée à recevoir 2 urnes cinéraires.

Les familles doivent veiller à la dimension et à la hauteur de l'urne permettant leur dépôt (maximum 35 cm de hauteur). La commune n'est pas responsable si le dépôt ne peut être effectué en raison de la dimension des urnes.

Un cavurne est un petit caveau en béton recouvert d'une dalle qui permet d'accueillir jusqu'à 4 urnes. Les dimensions maximums sont de 1 m x 1 m, la fosse de 0,60 m x 0,60 m avec une profondeur de 0,80 m. Elles seront disposées avec une inter-tombe de 40cm.

Article 41 : Modalités de concession des urnes

L'affectation des cases du columbariums et des cavurnes sont attribuées selon les mêmes modalités que les concessions (article 5).

Les cases du columbarium et les cavurnes sont concédées pour une période de 15 ans ou de 30 ans, renouvelable. L'octroi de ces concessions ouvre droit à la perception au profit de la commune d'une redevance dont le montant est fixé par délibération du Conseil municipal.

Les conditions de renouvellement et de reprise des cases de columbarium et des cavurnes sont les mêmes que celles appliquées aux concessions de terrain.

Article 42 : Autorisation de dépôt

Aucun dépôt d'urne n'est possible sans certificat de crémation de l'officier d'état civil de la commune du lieu de crémation, et l'autorisation du Maire de Breuillet ou de son représentant.

Lorsqu'un emplacement a déjà été attribué et qu'une nouvelle urne doit être déposée, une demande préalable de dépôt doit être faite, au moins quarante-huit heures à l'avance, auprès des services de la mairie.

Chaque famille pourra consulter le professionnel de son choix (Marbrerie, Pompes - Funèbres), pour la réalisation des gravures sur plaque aux frais des familles.

Les gravures sur les portes des cases de columbarium ne sont pas autorisées.

Si la porte assurant la fermeture d'une case de columbarium a déjà été gravée, la famille est tenue de la remplacer ou de la remettre en état lors de l'abandon ou du non-renouvellement.

Article 43 : Fleurissement et/ou dépôt d'objets

Les familles peuvent fleurir les cases dans la limite des emplacements concédés et veiller à ne pas gêner les autres cases.

Au regard de l'aspect collectif du columbarium, le fleurissement de cet espace est réservé en priorité aux périodes de décès et de recueillement annuel. En dehors de ces périodes, cet espace commun doit être accessible à tous et ne peut recevoir une pierre sépulcrale ou tout autre objet susceptible de gêner l'accès.

Les cavurnes, quant à elles, peuvent être fleuries ou des objets peuvent être déposés sur la dalle.

En cas de non-respect de ces règles et pour permettre à tous de se recueillir, les objets encombrants pourront être retirés par la commune.

Article 44 : Reprise par la commune

À la date d'expiration de la concession, et en cas de non-renouvellement, dans le délai de deux ans après son expiration, la case ou la caverne est reprise par la commune, de plein droit, à titre gratuit, sans indemnité selon les mêmes modalités de reprise des concessions de terrain.

Les urnes sont alors déposées dans l'ossuaire et l'identité du défunt sera portée sur le registre de l'ossuaire. Aucune information préalable de la famille ne sera faite à cette occasion. La famille ne sera pas convoquée pour cette opération .

Article 45 : Retrait de l'urne par la famille

Même si cette opération n'est pas considérée comme une « exhumation » à proprement dite, les règles applicables restent les même que celles dues à ces dernières. La famille est dans l'obligation d'informer le service Etat Civil de la Mairie de la destination des cendres.

Article 46 : Travaux sur le columbarium

Dans l'hypothèse où, l'entretien ou la réfection du columbarium, nécessiterait que l'urne ou les urnes présentes dans la case en soient retirées, le titulaire sera informé des travaux à l'adresse indiquée dans sa demande d'emplacement, par lettre simple dont copie sera conservée par le service en charge du site cinéraire.

La commune procédera au déplacement et au stockage de celle(s)-ci pour la durée des travaux puis les urnes seront remises dans leur case.

Le Jardin du Souvenir

Le Jardin du Souvenir est mis à la disposition des familles pour leur permettre d'y répandre les cendres de leurs défunts et de s'y recueillir.

Article 47 : Dispersion des cendres au Jardin du Souvenir

La dispersion des cendres ne peut être effectuée dans aucun autre lieu public du cimetière.

La dispersion des cendres est autorisée pour les personnes disposant du droit à l'inhumation dans le cimetière communal en application de l'article L.2223-3 du Code Général des Collectivités Territoriales. Peuvent également être dispersées à la demande des familles, les cendres provenant de la crémation des restes présents dans les concessions.

Toute dispersion fera l'objet d'un enregistrement sur un registre au service Etat Civil de la Mairie.

Article 48 : Autorisation de dispersion

La dispersion de cendres ne sera autorisée qu'à la suite de la demande de toute personne qui a qualité pour pourvoir aux funérailles. A cette fin, toute dispersion doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable, au moins quarante-huit heures à l'avance, auprès du service Etat Civil.

La dispersion doit s'opérer avec respect, dignité et décence.

Cette opération sera réalisée par un professionnel agréé.

Article 49 : En mémoire

Toute plantation ou pose d'objets de toute nature sur la pelouse (fleurs artificielles, vases, plaques...) est interdite. En cas de non-respect, ils seront enlevés sans préavis.

Une plaque portant le(s) nom(s) et prénom(s) de la personne défunte ainsi que ses années de naissance et de décès pourra être fixée sur la colonne en sa mémoire, à la charge de la famille.

La plaque sera fixée par l'entreprise en charge des funérailles ou tout autre graveur et devra respecter les caractéristiques suivantes : en pierre de couleur noir de 10 cm de long x 3,5 cm de large (police de caractère « CENTURY » - couleur OR).

Tout manquement à ces obligations aura pour conséquence de réaliser la dépose du support.

Mis en ligne le 04/10/2024 à 17h03

REÇU EN PREFECTURE
le 03/10/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-219101052-20240930-2024I31-DE